

## Un divorce si banal

“LA NORMALISATION DU DIVORCE est en marche (...) Plus de 4 (4,4) mariages sur 10 se terminent aujourd’hui par un divorce en Suisse et, à ce rythme-là, la barre des 5 mariages sur 10 sera vite franchie: le taux de croissance de la divortialité, en effet, bat lui aussi des records. Par ailleurs, les statistiques des campagnes tendent à rattraper celles des villes.

Certains pays, comme la Suède, allient haute divortialité et haute natalité. Démographes et sociologues y voient la confirmation ultime de l’émergence d’un nouveau modèle de vie: la norme à l’avenir sera d’avoir non plus seulement plusieurs unions, mais aussi plusieurs familles successives. Le modèle, en réalité, “n’est pas si nouveau”, ajoute Christophe Freymond, coauteur, pour l’OFS, du “Portrait démographique de la Suisse 2005”: “Il y a cent ans, ce qui était fréquent, c’était la mort d’un des deux parents et le remariage du veuf.” Les cellules familiales ne restaient donc pas plus longtemps intactes. Ce qui a changé, c’est en quelque sorte le mode de séparation: le divorce a remplacé la mort dans la trajectoire de l’“homo occidentalis”.

Comment ne pas se réjouir d’un tel progrès? Après tout, on choisit de divorcer, pas de mourir. Dans la foulée, le désir de dédramatiser ce qui était autrefois une catastrophe à éviter à tout prix va très loin. Tandis qu’aux Pays-Bas et en Suède s’inventent les premières “fêtes de divorce”, la Genevoise Suzana Mistro-Djordjevich publie un livre au titre spectaculairement optimiste: “Eloge du divorce” (Ed. Favre) (...)

De la généralisation à la banalisation, il n’y a qu’un pas: le divorce comme étape naturelle de la vie, intégré, normalisé, voire indolore? Si seulement. Sur le terrain des familles en décomposition, la réalité n’est pas si rose. “Le divorce reste un drame, dit le pédiatre et thérapeute de famille lausannois Nahum Frenck. Bien sûr, on peut désormais considérer cette crise comme faisant partie du cycle de vie des familles: il y a banalisation quantitative. Mais, qualitativement, la douleur reste intacte. Il n’y a pas de divorce sans souffrance, tout spécialement pour les enfants.”

“Un divorce si banal”, Anna Lietti, dans “Le Temps”, 13/01/06 ([www.le-temps.ch](http://www.le-temps.ch))

## Dixit

**PAUL CLAUDEL:** “Le sceptique est un homme qui ne se doute de rien.”

**YANN MARTEL:** “Choisir le doute comme philosophie de vie c’est comme choisir l’immobilité comme mode de transport.”

**EDGAR MORIN:** “Dans toute foi, il y a un doute, profond, plus ou moins refoulé.”

**YLIPE:** “Je doute de ce que je sais, je me doute du reste.”

**NAPOLÉON BONAPARTE:** “Le doute est l’ennemi des grandes entreprises.”

**PROVERBE HONGROIS:** “Qui croit est heureux, qui doute est sage.”

**GALILÉE:** “Le doute est père de la création.”

**FRANKLIN P. ADAMS:** “L’émerveillement, plutôt que le doute, est la source de la connaissance.”

# Pour 80 milliards de dollars de catastrophes naturelles

► Mais en 2005, une victime du peuple du Nord aura coûté au secteur des assurances plus de 1 600 fois plus qu’une victime du peuple du Sud...

**Pierre OZER et Florence de LONGUEVILLE**

Département des Sciences et Gestion de l’Environnement,  
Université de Liège

**D**ébut 2006, nous y sommes. Les sociétés de réassurances, la “Swiss Re” et la “Munich Re” en fer de lance, ont bouclé leurs comptes. Et l’heure est grave: les catastrophes naturelles de 2005 leur auront coûté plus de 80 milliards de dollars. Record battu, non, pulvérisé, comme l’effet d’une bombe à fragmentation américaine tombée malencontreusement sur un hôpital irakien ou, moins polémique, comme un séisme qui balaye toute une génération d’écoliers au Cachemire lors d’un tremblement de terre, pourtant attendu, faute de constructions parasismiques...

Comme on pouvait s’y attendre, l’addition est lourde, accablante. L’ouragan Katrina, à lui seul, aura coûté plus de 45 milliards de dollars en pertes assurées, et surpassé le précédent record... annuel datant de 2004.

L’heure est grave? Rien n’est moins sûr. Et à la “Munich Re” de rassurer ses investisseurs en clamant haut et fort qu’elle maintiendra son objectif de résultat pour 2005 et versera un dividende majoré de 55 pc.

Mais l’objet de cet article n’est pas là, mais plutôt de comparer certains chiffres. Car si l’année 2005 a été marquée par nombre de malgouvernances politiques coûteuses en Wallonie (des réfactions de cabinets ministériels, le scandale de la Carolorégienne ou encore l’“affaire Francorchamps”) s’entendant en dizaines de milliers ou en

millions d’euros, elle a également été nourrie d’espoir au niveau global, international, et plus particulièrement à l’égard des pays les plus pauvres et surendettés de la planète.

En effet, en juin 2005 lors du Sommet de Gleneagles, le G8 a décidé de poser un acte fort, unique dans son histoire: annuler la dette des 18 pays pauvres les plus endettés, la plupart africains. Ceci correspond à près de 40 milliards de dollars, soit moins de la moitié que ce que les sociétés de réassurances ont déboursé pour “réparer les dégâts” en 2005.

Mais ce n’est pas tout. Les sociétés de réassurances parlent de trois choses primordiales pour le

montant des désastres naturels durant l’année 2005. D’abord, il y a le coût global des pertes économiques totales estimées à 225 milliards de dollars, soit plus de la moitié du PIB global de l’Afrique subsaharienne, ou l’équivalent de mille ans de Plan Marshall pour la Wallonie. Ensuite, les coûts assurés représentent une somme bien plus élevée que tout le montant annuel dévolu à l’aide mondiale au développement. Puis, il y a le triste bilan humain (112 000 personnes ont perdu la vie), soit la deuxième année la

plus meurtrière de ces 25 dernières années, juste derrière l’année tsunami de 2004.

Et là où le bâton blesse, c’est cette comparaison “coûts assurés” et “bilan humain”. On tend à dire que l’un est synonyme de l’autre. Or, rien n’est plus faux. Car les victimes des désastres naturels aux Etats-Unis et en Europe représentent approximativement un pour cent des pertes humaines contre près de 96 pc des pertes assurées en 2005. Il est bon de rappeler ici que lors du dramatique tsunami de décembre 2004 dans l’Océan Indien, ladite première catastrophe mondialisée, moins de 100 millions de dollars déboursés par les assurances étaient destinés aux pertes assurées des 220 000 personnes locales ayant perdu la vie dans le cataclysme alors que près de 5 milliards de dollars couvraient les quelque 2 000 victimes occidentales et les infrastructures – occidentales elles aussi – qui les accueillaient...<sup>(1)</sup>

En 2005 donc, une victime du peuple du Nord aura coûté au secteur des assurances plus de 1 600 fois plus qu’une victime du

peuple du Sud... Et cela sans compter les multiples dizaines de milliers de morts dues à la famine au Niger ou ailleurs en Afrique qui, comme à l’habitude, ne sont pas comptabilisées dans les statistiques des sociétés de réassurances... Cette “an-

née catastrophe” ne fait que souligner la détresse permanente de ces victimes ordinaires de l’inégale répartition des richesses dans le monde. Aussi, en termes économiques, on peut s’interroger: y a-t-il “Hommes” et “Sous-Hommes” selon qu’on appartient au Nord ou au Sud? Et ce, malgré la même souffrance... ■

► (1) de Longueville F. & Ozer P., 2005. Tsunami en Asie du Sud-Est: analyse de son importance dans la presse écrite, des coûts assurés et du nombre de victimes à Sumatra. Bulletin de la Société Géographique de Liège, 46: 63-70.



■ Un rescapé du séisme d’octobre, rejoint le camp de Kamasay, dans le Cachemire pakistanais. Il fait partie des 2 millions de personnes qui passent actuellement l’hiver sous tente.

S. RELAND/REUTERS